L'APPEL AUX ARMES

et la

Réponse canadienne-française

Etude sur le conflit de races

PAR

FERDINAND ROY

Avocat au barreau de Québec

Professeur à l'Université Laval.

J.-P. GARNEAU, Libraire-éditeur

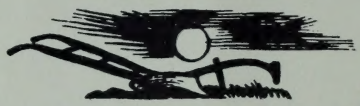
RUE BUADE, QUÉBEC.

1917

Prix : 20 sous

P
F5012
1917
R886

The EDITH *and* LORNE PIERCE
COLLECTION *of* CANADIANA



Queen's University at Kingston

L'APPEL AUX ARMES

et la

Réponse canadienne-française

Etude sur le conflit de races

PAR

FERDINAND ROY
Avocat au barreau de Québec
Professeur à l'Université Laval.

J.-P. GARNEAU, Libraire-éditeur
RUE BUADE, QUÉBEC.

1917

Prix : 20 sous

A mes camarades

les conscrits de demain

Celui qui écrit ces lignes rapides n'a jamais donné aux affaires publiques qu'une attention distraite. Il est de ceux qui, par goût, s'abstiennent, et laissent à d'autres le soin d'aiguiller notre politique sur une voie ou sur une autre ; il est de ceux qui ont ainsi choisi le métier le plus facile et qui, par ce fait, sont souvent les critiques les moins indulgents. La guerre est venue changer ses habitudes d'insouciance. Voilà, en effet, que la comédie politique, comme la comédie humaine, tourne au drame tragique.

Son droit de spectateur, de juger la pièce, l'auteur et les acteurs, s'augmente d'un devoir patriotique : celui d'enrayer, du mieux qu'il peut, et vite, la panique causée par le théâtre en feu. Conscrit de demain, ayant charge d'âmes, il doit improviser ce rôle nouveau et ingrat. Sa voix n'est pas forte, et la foule, éperdue, ne le connaît point. Il indique quand même où sont les issues. Il demande à ceux qui y tournent le dos et les masquent, de dégager ces sorties. Ceux-là, ce sont des harangueurs de foules, ils savent l'art de les diriger. Ils se riront de lui et feront plus grands leurs gestes, et le tapage de leurs cris. On ne l'écoutera pas et il sera bousculé. C'est le sort traditionnel du personnage, il s'y résigne.

Dans le drame de la Guerre, il a un rôle plus simple à tenir. Il habite un pays où deux nations d'Europe, longtemps ennemies, maintenant alliées, sont venues implanter de puissantes racines, où deux races rivales se partagent le sol, où chacune d'elles, chez soi, cultive son champ et son jardin, pour moissonner et cueillir le grain et les fleurs de son choix. L'une et l'autre a conservé ses traits propres, ses vertus ethniques distinctives. Les moissons de leur culture ne se ressemblent point. Ces races ne sont jamais arrivées à s'aimer entre elles. L'atavisme perpétue trop vivement en leur sang le souvenir de discordes séculaires. Et puis, à l'une, la plus vieille,

il y a plus d'un siècle on a changé son drapeau, mais on n'a pas réussi à lui changer son âme. Elle a voulu vivre, et l'autre, qui ne la savait pas immortelle, envie le nombre toujours croissant des fils de sa rivale. Elles sont des voisines qui se querellent volontiers.

Mais l'ennemi un jour a violenté les deux mères-patries ; et cet ennemi c'est le Barbare qui, du monde veut faire sa proie. D'un même élan, les deux races rivales ont uni leurs efforts et sont allées défendre, aux pays d'origine, chacune son patrimoine attaqué. Or il arrive, la lutte s'étant prolongée, que le Pouvoir réclame, pour servir au champ d'honneur, encore plus de soldats. Ce décret, dont le nom est Conscription, est le trait de feu qui unit le drame de la guerre à celui de notre politique.

L'appel aux armes est adressé aux deux races de ce pays ; leurs divisions intestines et le hasard malchanceux du jeu parlementaire ont créé ce malheur, de donner à l'une un beau rôle, celui de la recrue qui répond : Présent ! et de donner à l'autre... l'autre rôle. Et celle-ci, c'est la race fière, vaillante, faiseuse d'épopées, et dont les fils, nos cousins, ont écrit la Marne, ont écrit Verdun. C'est un rôle, un personnage faux que, par surprise, on lui fait jouer. Ce n'est pas vrai ! Ce n'est pas vrai ! On le verra bien en éclairant mieux la scène, et quand, ce costume infamant dont on l'a affublée, la noble nation le déchirera ; on le verra bien que ce n'est pas vrai, que ce n'est qu'un rôle et qu'elle ne le veut plus jouer.

A la faveur des ténèbres de la Politique, le Mensonge couvre le Pays : l'autre race vit, par ce mensonge, un moment glorieux de sa vie ; la nôtre en mourrait, de honte, si ce mensonge, il allait durer. Pour le tuer, nos discours seront vains. Il faut des actes, il n'en faut qu'un. Pour rentrer dans la lumière de la Vérité, il n'y a qu'un pas à faire, un mot à dire, nous aussi : Présent !

...Sans haine contre personne mais ayant pris parti dans la mêlée, l'auteur de ces lignes remplit simplement un message de la conscience nationale ; dans cette course des flambeaux, s'il traverse, désarmé, l'arène politique, c'est pour le porter à tous ceux de sa race, le mot d'ordre éternel de la patrie.

F. R.

Québec, 16 juillet 1917.

L'appel aux armes et la réponse canadienne-française

La nation canadienne-française traverse la pire crise de son existence. Ceux qui, en ce moment, viendraient la visiter, ne trouveraient pas sa maison en ordre. Les choses ne sont pas à leur place. C'est que, tiraillée entre deux guerres, les problèmes qu'il lui faut résoudre lui martèlent la tête et lui fendent le cœur ; deux idées, qui sont de vieilles ennemies, se combattent dans son esprit, deux sentiments opposés lui écartèlent l'âme. Elle est en proie à la plus cruelle des perplexités : elle se demande, — au moment où d'urgence il faut agir et se décider, — où est son devoir. Et de son embarras vient le désordre.

Mais elle peut y voir clair enfin, si, en les mettant dans leur vraie lumière, elle donne aux idées et aux événements qui les soulignent, leur véritable sens.

LA SITUATION

C'est le vote de la Chambre sur la loi du service militaire qui a déchiré le voile, dont la trame cachait à nos yeux le relief des choses. C'est lui qui éclaire la scène et, en jetant une lumière crue sur les personnages disposés en deux groupes bien distincts, force notre esprit, jusque-là balloté entre des courants contraires, à voir le vrai danger, le pire, et, par devoir, à choisir le moindre mal.

Que nous a révélé ce vote des représentants officiels du peuple canadien ? (Et que leur mandat soit régulier ou pas, cela importe peu à qui sait ce que vaut le suffrage universel — et qui donc se fait illusion là-dessus — ?) Il a révélé ceci : une mesure de guerre est proposée qui rend le service militaire obligatoire ; les

députés canadiens-anglais sont pour, les députés canadiens-français sont contre. Il n'y a pas d'erreur ; on sait bien que les exceptions ne comptent pas, ni d'un côté ni de l'autre. Nos ministres, compromis par leur passé et leurs promesses d'élections, sont unanimement désavoués par leurs compatriotes ; les quelques Anglais qui ont suivi leur chef sont pour les leurs des renégats.

Voilà le grand fait, posé aujourd'hui devant l'opinion universelle qui nous juge, et dont la vérité historique ne pourra jamais être contestée. Quand le gouvernement au pouvoir demande des hommes pour la cause commune, les Anglais, par leurs députés, disent oui, les Canadiens français disent non.

Sans doute, dans la forme, la réponse n'a pas été à ce point brutale. A ce qui n'est peut-être, en effet, qu'une manœuvre politique, le projet de conscription, on a rétorqué par ce qui n'est peut-être aussi qu'une manœuvre politique, la tangente du plébiscite. Mais pour ou contre le referendum, pour ou contre le principe de la conscription, les deux camps se distinguent par leur différence de race.

Et peut-être aussi, ce referendum démontrerait-il que le peuple — le peuple anglais pas plus que le peuple français — ne veut prolonger ainsi l'effort, dans le sens des sacrifices en hommes.

Mais qu'on nous dise donc à quelle époque et en quel pays, le verdict populaire s'est prononcé, par un plébiscite ou autrement, avec intelligence, je veux dire, avec une vision nette, non pas seulement de ses intérêts matériels tout proches et grossis souvent par les discours des démagogues, mais de ses intérêts lointains quoique souvent plus directs ?

Quand donc l'élite a-t-elle, de bonne foi, sinon pour servir des fins connues d'elle seule, demandé à la foule une direction ?

Non : le referendum peut être une tactique habile ; il n'empêche pas le vote sur le principe de la conscription de demeurer ce qu'il est. Ce vote sépare les représentants du pays en deux camps : ceux qui consentent l'impôt du sang : les Anglo-Canadiens ; ceux qui le refusent : nous.

Et voilà la situation épouvantable qui nous est faite.

LES CAUSES

Et pourtant nous valons mieux que cela. Un jugement trop hâtif, fondé sur ce fait, ne nous rendrait pas justice. Comment en sommes-nous donc venus à mettre ainsi toutes les apparences contre nous ? quelles sont nos excuses, nos explications — qui seront, hélas ! toujours trop longues pour être jamais bien comprises — ? Quels sont les chemins qui nous ont conduits à ce pilori, qui nous y a engagés, et puis poussés ?

La haine de race et la politique nous ont fait tout ce mal. A la faveur de la guerre européenne, les Anglais du Canada — et, une fois pour toutes, j'entends par là, non pas les esprits élevés qui sont nombreux parmi eux, mais tous les autres — les Anglais ont accentué sans pudeur leur lutte anti-française ; les chefs de nos deux partis ont eux aussi porté à son plus haut — ou son plus bas — degré d'opportunisme le régime de concessions à outrance auquel ils s'entraînent depuis vingt ans. On s'est donné la main, en haut lieu, pour nous mener, consciemment ou non, à l'abîme.

Qu'est-il arrivé, en effet ? Et pourquoi perdrons-nous le bénéfice du beau geste d'août 1914 ? Car, au début, nous avons tous été parfaits. La participation du Canada à la guerre européenne fut acceptée sans qu'une voix s'élevât pour s'y opposer. La civilisation était l'enjeu de cette guerre, la France et l'Angleterre étaient alliées et menacées ; tout le monde marcha. Et dans le premier contingent, nous avions, nous Canadiens-Français, notre part proportionnelle de soldats vraiment canadiens.

Et ce n'était pas seulement un enthousiasme populaire : nos chefs, tous nos chefs, y contribuaient : les deux partis décidaient la trêve ; notre épiscopat envoyait sa bénédiction et son encouragement à ceux qui s'enrôlaient ; et le chef nationaliste, " en réservant toutes les solutions politiques et constitutionnelles " (comme il était sage de le faire) acquiesça " à une intervention *nationale* inspirée par le seul souci des intérêts canadiens " 1).

Le spectacle était beau de ces jeunes nations volant au secours de leurs mères-patries. Et notre raison ne s'effrayait

(1) Henri Bourassa, *Le Devoir et la guerre*, p. 17.

pas de ce sentiment. Pour participer à la guerre, d'où dépendait le sort de l'humanité, et donc le nôtre, toutes nos facultés se trouvaient d'accord.

Les vertus de notre race portaient leur fruit. La persécution et la politique y mirent le ver rongeur.

* * *

Persécutions anglaises. — La trève ne dura pas plus entre nos concitoyens anglais et nous, qu'elle ne devait durer entre les partis politiques. A vrai dire, elle ne fut pas observée un seul jour.

On ne voulut pas, ainsi que le demandait M. Bourassa, " intervenir *comme nation*, liée à l'Angleterre par des attaches politiques, à la France par des motifs de sentiment et d'intérêt, sans compromettre en rien notre état politique et sans ébranler à fond son équilibre économique (1) " On voulut au contraire se servir de la grande guerre, comme d'une arme nouvelle, pour achever dans notre pays la victoire de cet impérialisme britannique, dont l'emprise peut nous être si fatalement désastreuse. Notre confédération qui avait tout de suite fait des pas de géant vers son épanouissement normal en pays libre de faire et de vivre sa vie propre, s'est bientôt vue fondre dans le grand tout qu'est l'empire britannique, y perdre toute sa personnalité.

Et l'on ne prenait même pas le ménagement de conserver à notre apport de quatre cent mille hommes, sa cohésion d'armée canadienne. Nos soldats canadiens n'étaient plus là bas que des soldats anglais. Et le Canada ne se réservait que le droit de les équiper et de payer leur solde.

La même voracité qui, en Angleterre, nous volait jusqu'à notre nom de Canadiens, — nous la retrouvions ici même chez ces impérialistes nains qui, en attendant que l'Empire ait absorbé ses colonies, veulent anéantir tout ce qui a caractère français. Est-ce qu'on n'a pas tout fait pour rendre impossible le recrutement des Canadiens-Français ? En lui-même il n'était déjà pas

---

1. Henri Bourrassa : *Le Devoir et la guerre*, page 18.

facile : il nous fallait passer sous les ordres d'alliés qui n'ont jamais cessé un moment d'agir et de parler en maîtres. Il nous fallait être commandés par des officiers anglais, en anglais ; et l'on sait que parmi ces officiers il s'en est trouvé pour dénoncer publiquement nos recrues comme gens " stupides " par ce que ces volontaires ne parlaient que cet idiome inconnu : la langue française.

Simple grossièreté ou rudesse militaire ? Non pas.

On violait d'autre part, des promesses solennelles. Nos régiments, avec leurs cadres canadiens-français, on les brisait là-bas ; on humiliait nos officiers, on dispersait les hommes dans les régiments des autres provinces ; à tous on refusait l'avancement, la reconnaissance de services signalés . . .

Ce n'est pas tout.

Après mure délibération et discussion, et malgré la prière de quelques esprits clairvoyants parmi leurs compatriotes qui criaient : "Ne nous frappons pas nous-mêmes", le gouvernement et le parlement de la principale province anglaise déchiraient la Charte qui garantit l'usage de notre langue, et méritaient qu'à Londres même, dans la presse anglaise, ou qualifiât de " prussianisme " le procédé de nos persécuteurs.

Vieille querelle, et constitutionnelle ? L'exécutif, à Ottawa, inventait de nouvelles vexations.

Comme pour bien marquer, par exemple, dans quel mépris on nous tenait, dans cette province catholique et française, celui que notre gouvernement nommait directeur du recrutement, c'était un ministre protestant, anglais.

La guerre de race qu'on nous faisait depuis toujours, sourdement, on la déclarait, on la précisait ; on démasquait toutes les batteries.

On nous lançait plus avant, nous Canadiens-Français, dans cette autre guerre. Dès avril 1916, je le disais, à Paris, je le répétais à des journalistes de Londres : nous avons deux guerres sur les bras ; notre civilisation est menacée comme la civilisation française puisque c'est la même, par l'Allemand, elle l'est aussi par l'Anglais impérialiste et francophobe du Canada. Pendant que nous allions aider à éteindre l'incendie qui fait rage en Europe, on mettait le feu à notre maison.

Et la nation canadienne, fille de la France, mais mère elle-même, a dû se demander — et c'est ce qui fait l'angoisse de ces temps — s'il lui fallait sacrifier l'aïeule ou ses deux millions de petits-fils.

Est-il étonnant, dans ces conditions, que nous ayons cessé de nous enrôler. Alors surtout — et c'est un élément que, pour notre défense, on ne saurait trop mettre en lumière — alors surtout qu'on a réussi à créer dans le peuple de notre pays cette idée ou cette impression que de s'enrôler c'est aller se battre pour l'Angleterre. Se peut-il qu'on fût plus maladroit ou plus perfide ?

En tous cas, voilà ce que faisaient, peut-être ce que voulaient les autorités anglaises : on enrayait, on rendait impossible tout recrutement volontaire chez nous. Aussi n'est-ce pas aux injures venues de ces sphères que nous devons prendre la peine inutile de répondre. C'est à l'estime des gens de bonne foi que nous tenons.

***

Erreurs politiques. — Et nos chefs, eux, qu'ont-ils fait ? C'est à penser qu'ils n'ont rien vu. A une exception près, ils ont par leur conduite, ratifié ces manœuvres. Ils ont suivi. Au gouvernement qui conduisait si mal la guerre d'Europe et qui favorisait si bien la guerre francophobe d'ici, ils ont donné leur approbation en restant ministres ou en se votant une prolongation de mandat. Ils ont fait plus que cela. Ils ont rendu inévitable la loi de la conscription. Les yeux toujours uniquement fixés sur Londres et tremblant de déplaire aux protagonistes de l'impérialisme qui leur est devenu si cher à tous, ils ont commis ou approuvé les mêmes erreurs. Quand le premier ministre, sans se demander s'il serait possible avec le système du volontariat de payer cette "hypothèque du sang", promettait, au jour de l'an, son demi-million de soldats à l'Angleterre, le chef de l'Opposition ne désapprouvait pas et votait avec son parti les mesures nécessaires, les deniers requis pour racheter cette promesse.

Et ces choses, et d'autres, se passaient, non pas au début, alors que les proportions vertigineuses de cette guerre n'étaient pas encore soupçonnées, mais en l'an 1916 : alors que de part et

d'autre l'on savait bien que l'enrôlement volontaire ne pouvait fournir pareil rendement.

L'on savait déjà une autre chose. Les économistes avaient parlé. Ils avaient démontré ce qu'il y a de factice dans la prospérité apparente qui enrichit tant de millionnaires présents ou futurs, et que crée seule l'industrie de guerre. Le peuple, les cultivateurs exceptés, avait appris, avant même les économistes, combien la vie devenait chère et dure. On le savait, et quand un ministre déclarait, d'un cœur léger, que nous irions jusqu'à la banqueroute pour sauver l'Empire, nos chefs politiques négligeaient de mettre un frein à cette exubérance de paroles qui se traduisaient en budgets fabuleux, en gaspillages scandaleux.

Et la faillite prévue, prédite depuis des années, de l'enrôlement volontaire, arriva. Notre parlement nous avait engagés à fond ; nous étions acculés à l'extrême ressource, qui, au début, eût pu être acceptée par une opinion préparée, mais que, en 1917, cette opinion, trompée par des promesses aussi imprudentes que solennelles, et facilement disposée à croire à la trahison, ne veut pas qu'on lui impose. L'opinion s'est cabrée, et nous nous sommes trouvés dans la plus fâcheuse des postures.

Nos chefs politiques, les uns, plus coupables, nous avaient conduit à ce désastre ; les autres, simples complices, nous y avaient laissé conduire.

***

Il y a cependant un cas exceptionnel. Parmi les chefs de l'opinion chez nous, parmi ceux qui ont la responsabilité de diriger des groupes importants d'esprits, d'orienter la nation vers ses destinées, M. Bourassa presque tout de suite, a jeté le cri d'alarme. La vigueur de sa pensée, sa facilité de parole et d'écriture, sa documentation formidable, son talent et surtout son caractère devaient lui donner, dans ces temps de crise, une influence sans égale sur ses compatriotes. Cette influence, il l'a ; elle dérive de l'admiration qui de toutes parts va vers lui.

Cette admiration pour le chef nationaliste — dont l'œuvre jusqu'à la guerre contient les choses nécessaires, essentielles, qui devaient être dites pour la nation canadienne-française et qui, sans

lui et sans Olivar Asselin n'auraient pas été dites—; cette admiration et le prestige qui s'attache à son œuvre sont peut-être ce qui en aura empêché plusieurs de voir clair plus tôt sur les réalités lamentables dont nous sommes aujourd'hui les victimes. On ne se résout pas aisément à se détacher d'un homme en qui on s'est habitué à voir le champion de sa race, le défenseur brillant de nos droits, et dont l'intransigeante fierté et la noble allure continuent toujours d'en imposer. On hésite longtemps avant d'en venir à la conclusion que sur un point aussi essentiel, il a pu se tromper, il s'est trompé. Le doute prend du temps à se dissiper. Mais son œuvre, toute de sincérité, sollicite une égale franchise. Son courage inspire la bravoure, même jusqu'au point de nous décider à combattre ses idées, tout en continuant de respecter l'homme.....

Dans cette brillante campagne que M. Bourassa mène depuis 1914, ce qu'il a dit ou écrit contre ceux qu'il combat, — et ce sont les deux partis qui se disputent le pouvoir, — on ne trouve guère rien à reprendre sauf quelques excès de langage souvent justifiés, en tout cas, sans importance. Sans réplique aussi est le réquisitoire qu'il a dressé contre les tenants grands et petits de l'impérialisme, le bilan qu'il a établi des fausses orientations qui nous ont été données depuis quinze ans par nos pilotes et qui ont ralenti notre course vers un port sûr et affolé notre boussole.

Mais l'envergure du conflit dépasse l'horizon étroit de la politique canadienne, et même celui de la politique impériale. Il est entendu que, à Londres et à Ottawa, on nous entraîne, depuis Chamberlain, à la participation aux guerres de l'Empire. Mais à quoi servait-il, sur la question du service obligatoire, d'en refair la démonstration ? Même sans cette préparation lointaine, n'aurions-nous donc pas pris part à cette guerre et avec le concours de M. Bourassa lui-même ?

Mais ce n'est là qu'un incident de cette polémique.

L'erreur fondamentale de la polémique de M. Bourassa c'est, en un pareil choc des nations, d'avoir voulu se tenir absolument au-dessus de la mêlée. C'est d'avoir souvent discuté les fautes ou les erreurs des combattants, alliés ou ennemis, comme si nous étions des neutres, et encore d'une neutralité malveillante aux alliés. C'est d'avoir prôné trop fort un faux égoïsme sacré, que je

sais bien que l'on pratique en d'autres pays, mais dont l'application peut devenir impossible si l'on tient un juste compte du fait — c'est un fait — que nous sommes, au Canada, deux races, deux races hostiles, et que la nôtre est numériquement la plus faible et doit être moralement la plus forte. C'est d'avoir nourri l'illusion que, de ces deux groupes ethniques infusibles, on pourra jamais faire une nation homogène cherchant à atteindre le même idéal. C'est aussi d'avoir poursuivi cette utopie que nous pouvons nous passer de l'influence française et vivre avec nos seules ressources une vraie vie nationale ; c'est, avec sa démonstration implacable que nous ne devons rien à l'Angleterre, d'insinuer que nous ne devons rien non plus à la France. C'est, en somme, de ne jamais parler de la guerre actuelle que comme d'une guerre de l'Angleterre et dans laquelle c'est la politique seule qui nous aurait entraînés ; de parler d'une " cause étrangère " lorsqu'il s'agit pourtant, il semble, aujourd'hui comme en 1914, de la cause de l'humanité civilisée, menacée par le germanisme, lorsqu'il s'agit toujours, comme M. Bourassa en convenait en 1914 et en 1916 de nos deux mères-patries directement attaquées par un ennemi qui veut leur ruine et auxquelles "comme nation, nous sommes liés par des attaches politiques ", d'une part, et d'autre part " par des motifs de sentiment et d'intérêt."

Depuis quel moment cette cause nous est-elle donc devenue étrangère, depuis quand avons-nous cessé — nous — d'être en guerre avec l'ennemi commun, l'Allemagne ?

Sans doute, pas plus que M. Bourassa, il ne faut se laisser prendre au leurre des " sauveurs de petites nationalités " ; l'Irlande, le Canada français, le Transvaal font tout de suite justice de ce prétexte qu'il faut écarter. Mais l'erreur, c'est d'accentuer l'impression que nous combattons uniquement pour l'Angleterre et pour ses buts de guerre déclarés, c'est de faire perdre de vue, en disséquant les causes du conflit, sa véritable ampleur et ses effets menaçants. Menaçants pour nous comme pour tous les peuples du monde, et plus directement, par exemple, que pour les États-Unis qui cependant — preuve assez claire de l'épouvante mondiale — viennent, sans esprit de conquête et sans que leur sol fût menacé d'invasion, d'épouser notre cause.

C'est, il me semble, cette conception erronée du sens de cette guerre qui a empêché M. Bourassa d'être tout à fait depuis deux ans le vrai champion des intérêts canadiens-français, qui a arrêté son geste de semeur de bon grain, qui l'a amené à refouler chez lui et dans le cœur de ses compatriotes des sentiments justes, légitimes et, par horreur du sentimentalisme qui peut être, pourtant, principe d'action éclairée, à méconnaître leur véritable bien, à enrayer leur mission.

M. Bourassa était sans doute le seul en notre pays qui eût pu corriger les fautes des chefs bleus ou rouges et préserver sa race de l'affront qu'elle doit aujourd'hui subir. Lui, et aussi notre clergé, mais notre clergé, en grande partie, s'il ne le dit pas officiellement, n'est pas loin, peut-être, de penser comme M. Bourassa.

Et c'est tout naturel. Attiré par l'attrait d'un journal dont la rédaction supérieure satisfait son goût pour les œuvres littéraires ; porté, sur les questions politiques, à accepter des directions bien plutôt qu'à en donner — car il faut être étranger à notre vie, et deux fois calomniateur pour nous réprésenter courbés sous sa férule — notre clergé a pu être séduit par la droiture de l'homme sans peur et intangible, il peut être retenu par la confiance de tout repos que moralement il inspire et mérite. Seulement, cette foi en un prophète qui n'a pas la fatuité de réclamer l'infaillibilité n'est pas une foi aveugle, et la raison maintient son droit d'examiner avec soin sa thèse, qui n'est pas un dogme, et de juger si sa doctrine, toute logique qu'elle soit, captivante et dangereuse à la fois par l'appel qu'elle fait à nos haines de races, n'a pas pour base une erreur.

Si nous nous battons pour l'Angleterre seulement, c'est entendu, M. Bourassa a raison, nous avons fait assez. Si nous nous battons pour nous-mêmes, si l'enjeu de la guerre, c'est notre civilisation, notre culture, notre vrai patrimoine, peut-être aussi nos libertés, M. Bourassa a tort. Nous devons, nous aussi, aller jusqu'au bout, et si l'on fait mal le calcul de nos efforts possibles, ce n'est pas à nous, Canadiens-Français à nous plaindre les premiers.

Et voilà comme, en voulant nous tirer de la dérive où nous abandonnaient les autres partis, le chef nationaliste, seul guide

certain de sa course, a perdu son chemin dans le brouillard, et de Charybde nous conduisait en Scylla.

***

Mais, si étrange que cela paraisse, il y a une autre politique que la nôtre dont les méfaits ont contribué à rendre possible la mentalité dont on abuse, c'est la politique française d'avant-guerre. J'ai dit tout à l'heure que nôtre clergé, en partie, accepte, au moins de confiance, cette théorie dite nationaliste que nous n'avons plus à nous battre pour la France (et l'on oublie toujours que nous nous battons, et pour la France, et pour nous-mêmes). Eh bien ! comment se fait-il donc que nos prêtres, habitués à cultiver dans l'âme de nos populations les plantes fertiles du vrai patriotisme, aient été ainsi amenés à faire violence au sentiment si respectable du souvenir français ? Comment en sont-ils venus, luttant contre leur cœur et la voix du sang, à ne plus vouloir que nos paysans, pour accomplir leur destinée, continuent, tout en labourant notre sol, de jeter fréquemment un regard ému et vivifiant vers la France ? D'où est venue cette méfiance, pas toujours déclarée, mais qu'on ne peut nier ?

Il y a pour l'expliquer plus d'une raison. La principale, c'est que les Français ont été les propres artisans de la perte, ou, au moins de l'amoindrissement de leur prestige en Nouvelle-France. La France paie la rançon d'être la nation sur laquelle les autres peuples, attirés par le bruit de ses idées et le feu de ses passions, ont les yeux toujours tournés. Or toutes ces idées ne sont pas saines, et ces passions ne sont pas toutes bonnes. Sa logique implacable, même dans l'erreur, même dans la faute, lui interdit de ne pas se laisser voir, au grand jour, telle qu'elle est. Or ceux qu'on entend le mieux ce sont les plus bruyants, ceux qu'on voit le mieux ce sont les vedettes. On a vu et entendu les ministres et les députés français, on a vu la littérature d'exportation et entendu la chanson du Paris qui s'amuse — et on a cru que c'était la voix de la France.

On reconnait aujourd'hui l'erreur. Mais le travail néfaste, surtout de la politique persécutrice de la religion nationale —

nationale là-bas, nationale ici — a produit sa moisson. On s'est défié, dans nos campagnes, — et faut-il donc tant blâmer notre clergé de n'avoir pas fait tout de suite les distinctions nécessaires ? —on s'est méfié de l'influence que prendraient chez nous des idées d'intolérance sectaire. Et le bon renom de la France en a souffert. Et le détachement commençait.

Dans d'autres quartiers aussi, on a fait ce qu'on a pu pour favoriser cette tendance à séparer l'âme canadienne de l'âme française.

Sans parler de certains "importés" qui n'ont répandu autour d'eux ici que le relent des mauvais lieux où ils fréquentaient là-bas — idées ou moralité —; sans parler des snobs de notre terroir qui, voltairiens en retard et apprentis d'un sectarisme ignorant, ont fait le plus grand mal à l'idée française dont ils osaient s'improviser les champions ; et, passant à un ordre d'idées tout différent, n'a-t-on pas vu, depuis que la fascination de Londres a ébloui notre monde politique, l'anglomanie devenir de bon ton, et aller chercher ses victimes même en dehors des cercles sociaux où la ploutocratie, cette noblesse de notre temps, en avait jusque-là propagé le virus ? Est-ce que, parmi nos tribuns ils sont rares ceux dont l'œuvre oratoire, inspirée de cette croyance absurde en la supériorité des Anglo-saxons, n'a pas dix pages qui soient consacrées à mettre en valeur les qualités de la nation française ?

Alors, que le sentiment français se soit endormi dans l'âme du peuple, quand on a tant fait pour le tuer, y a-t-il lieu d'en être surpris ? Mais on se rendra compte que l'expérience ne doit plus être tentée. Reveillé déjà par le bruit qu'ont fait dans le monde la Marne et Verdun, et par le silence encore plus impressionnant des tranchées où la résistance française cache ses plus solides vertus, ce sentiment, s'il est nécessaire de le mater au besoin, il ne faut plus parler de le supprimer.

On voit trop bien, aujourd'hui, ce que son sommeil nous a coûté.

Et voilà comme, dans ce dédale de fautes et d'erreurs, proches ou lointaines, notre opinion s'est égarée, voilà comment

s'explique ce résultat : le spectacle d'une Chambre canadienne, divisée, sur une mesure de guerre, en deux groupes de race différente.

NOTRE ATTITUDE

Au risque d'être durs pour nous-mêmes, après avoir essayé de démontrer que nous sommes victimes moins d'une faute de notre part que d'une erreur, il est essentiel de dégager tout le sens de cette attitude. Et, avant de nous demander par quels moyens nous devons rectifier la position, de rappeler ce par quoi cette position est fausse, inacceptable.

Quel est donc le spectacle que nous donnons au monde en ce moment ?

Et d'abord nous avons déjà vu ce qu'ont fait nos représentants. Cette loi de conscription, qui était l'aboutissant logique, forcé des mesures que le Parlement, tout entier, a votées depuis 1914 — et c'est M. Bourassa qui l'a démontré — nos députés en ont rejeté le principe. Et, dans la Chambre, ils sont seuls, ou à peu près, à ainsi se dérober. Car, subissant la peine de l'illogisme de leur conduite antérieure, ce qu'ils évoquent aujourd'hui, eux nos représentants, c'est l'image de notre peuple déjà rendu sur le champ de bataille et faisant demi-tour devant l'ennemi—en plein combat. Et l'on sait bien pourtant que toute idée de lâcheté chez aucun doit être écartée, mais la signification de leur refus, malgré qu'ils en aient, écrase et écrasera peut-être toujours la portée de leurs bonnes intentions.

D'être seuls, au Parlement du Canada, à dire non, quand une pareille question se pose, c'est avoir tort, même si la majorité anglaise n'a pas raison. L'affreux malaise qui nous étreint procède de cet isolement.

Or, pendant qu'à Ottawa, nos représentants faisaient si pauvre figure, comment se comportait la partie la moins pondérée, la moins éclairée (sauf d'importantes exceptions), la plus bruyante en tout cas, et la plus nombreuse du peuple des villes ?

La loi est à peine proposée, et voilà que, apparemment pris de panique, on soulève le peuple des faubourgs, on tient d'immenses assemblées, on forme des ligues à noms sonores, on ameute les esprits... Et ceux qui font ainsi mine de se lancer à l'assaut des abris sûrs, et de prendre les devants pour courir à l'arrière, ceux qui veulent imprimer son mouvement à l'agitation populaire, ce sont les plus jeunes d'entre nous, ce sont ceux qui seront appelés les premiers aux armes. Et cela s'est passé ainsi un peu partout dans le Canada, mais c'est dans notre province que l'on a commencé, et que l'on a fait les premiers meetings monstres, appelés modestement "patriotiques"—pour proclamer solennellement qu'on refusait de marcher. Et, ces jeunes gens, — il y en a parmi eux qui sont d'une intelligence et d'une culture très hautes, qui sont appelés à jouer dans notre politique (c'est la politique encore qui les fait errer) un rôle très brillant, — nous savons bien tous qu'ils n'agissent pas par lâcheté, nous savons bien, quoi qu'ils disent aux foules, qu'au fond ils valent mieux que leurs discours, que leur éloquence trahit leurs vrais sentiments, et quand ils déclarent qu'ils sont prêts à se battre, mais ici seulement, aux jours de guerre civile, nous savons bien qu'ils se calomnient, nous ne les croyons pas, et nous prédisons qu'ils seront les premiers à partir — pour le front.

Mais, en attendant, il faut subir le spectacle de leur attitude inconcevable et des tristes résultats que produit la leçon de leur exemple. Car la foule qui les suit exagère leur geste.

Et l'on a vu des conseils municipaux, en réunion plénière et solennelle, éperdus dans ce tapage,—et pour obéir aux injonctions d'une populace exaltée, casseuse de vitres et experte à s'attaquer aux citoyens paisibles, à épouvanter les femmes et les enfants — on les a vus voter des résolutions contre le service militaire national et terminer leur séance éplorée par le chant de l'hymne national !

Mais l'élite moins jeune, que pense-t-elle, que dit-elle, à l'écart de ces tristes et tumultueux rassemblements ? Eh bien, Dieu merci, non seulement elle s'abstient: elle condamne, avec l'indulgence qu'exige sans doute l'erreur où sont les agitateurs.

L'ironie cruelle de ces manifestations d'un " patriotisme à rebours " et d'un " courage à l'envers " n'échappe pas à l'attention même des moins perspicaces. Dans l'intimité, on déplore que cette agitation, ces démarches aggravent une situation déjà si pénible. Le bon sens reprend ses droits, le fonds de dignité qui est le lot des vieilles races est troublé, du sang il monte au cerveau des protestations qui troublent la conscience.

Mais on n'ose guère parler, parce que sur le nœud même du problème on est encore perplexe. L'on hésite, l'on tâtonne, l'on va se répétant tous les arguments par lesquels il est démontré que la conscription est un mal, un grand mal, que c'est une misérable manœuvre politique, suggérée peut-être par un ministre taré, compromis et compromettant, et peut-être à dessein dirigée directement contre nous, que ce n'est pas un mal nécessaire, qu'il est des moyens plus efficaces d'aider les combattants alliés, que nous allons à la banqueroute, que les Anglais eux-mêmes n'en veulent pas... L'on se dit tout cela, mais au fond l'on sent, l'on avoue que, tout de même, notre opposition à cette loi mauvaise nous met en honteuse posture, que notre geste n'est pas beau, que nous glissons sur une pente fatale vers quelque abîme...

Or à ceux-là, qui, sans parti-pris ni passion, creusent le problème et cherchent une solution, à la fois digne et raisonnable, et qui peuvent être, s'ils le veulent, les maîtres de l'opinion, je demande de réfléchir sur la gravité du mal que peut faire à notre nationalité une résistance plus prolongée à la loi ou à son application. Des deux maux qui nous menacent, je prie qu'on cherche bien quel est le pire.

L'injure dont il faut et faudra nous laver — insultes écrites, dites, ou simplement parlées par les yeux — c'est que seuls au Canada, nous refusons l'impôt du sang. Il importe assez peu, pour notre réputation, que l'insulte soit, chez certains de nos adversaires un simple procédé de chantage. Le départ entre les voix anglaises et françaises sur le vote terrible de l'autre jour, souligné par les manifestations de la rue, reste le fait que j'ai déjà dit. J'ai dit aussi l'excuse de nos gens d'avoir été amenés, sans s'en rendre un compte exact, à faire ainsi figure de révoltés, d'insoumis en temps de guerre. Mais l'injure, c'est que ce simple fait nous

soit rappelé, et quand on nous la lancera, que ferons-nous? Est-ce qu'on nous écoutera quand nous recommencerons toujours à balbutier ces interminables explications : persécutions, erreurs politiques, mauvaise direction?...

Ou bien, devant ceux qui nous regardent — ennemis, alliés, neutres — et pour qui nous serons le peuple qui déserte, nous nous résignerons à ne plus lever les yeux, à courber le front? Les coups de cravache des Anglais d'ici, le regard anxieux et tragique de nos alliés de là-bas, le flot d'outrages que déversent déjà sur nous nos voisins Américains, nous subirons tout cela? Et vous croyez que nos enfants ne verront pas l'affreuse chose? Notre génération avalera tout, et nous vivrons, nous, groupe canadien-français, avec la hantise de ce cauchemar? Nous, toujours si fiers de nous réclamer de nos grands ancêtres, c'est ce legs que nos fils trouveront dans notre testament?

...Epouvanté de cette conclusion, j'ai voulu douter de ma raison, j'ai cherché, autour de moi, des contradicteurs, j'ai sollicité des preuves d'un grossissement possible de ma vision. Un prélat éminent m'a répondu : — Cette crise est grosse de tous les malheurs possibles. Les esprits en ébullition, les mauvais instincts du peuple remués, ce sont de mauvais guides ; la postérité trouvera peut-être à notre décharge une vérité qui, dans ce brouillard d'aujourd'hui nous est cachée, et nous rendra l'honneur ; mais, il est vrai : nous ne pouvons pas ne pas être mal jugés ; votre question il faut la poser publiquement, la réponse que vous voulez et que je n'ai pas, d'autres vous la donneront peut-être...

Et ainsi, tous voiles déchirés, les autres aussi voient l'abîme.

NOTRE DEVOIR

Puisque donc notre attitude est mauvaise, le devoir c'est de la changer. Il nous faut sortir de cette équivoque. Puisque, par notre fait ou non, le courant qui nous entraîne nous conduit vers l'écueil fatal, il faut au moins tenter le coup de barre décidé qui nous fera reprendre le large — et au besoin braver avec la tempête le naufrage qui nous y menace. Il faut choisir. Et puisque la nation canadienne-française cherche où est son devoir, il

est nécessaire de nous rappeler quelle est sa mission, quel est son rôle dans le monde.

D'où venons-nous, que sommes-nous, où allons-nous ?

Notre mission. — Qu'on y songe bien. Il n'est pas dans les traditions de notre sang, ni de notre histoire, de refuser les sacrifices exigés pour la défense d'une idée, d'une idée vitale. Or, la renonciation — même plus apparente que réelle si l'on veut — à notre concours dans l'œuvre de la guerre, porte un de ces noms dont on peut redire " qu'ils ne sont français dans aucune langue ". Nos adversaires ignares, les Boches de l'Ontario, soutiennent toujours que nous ne parlons qu'un jargon incompréhensible et sans rapport avec le *Parisian French* : à cela il suffit de répondre par notre dédain ; mais quand s'écrira l'histoire de ces temps où les peuples donnent la mesure vraie de leur valeur, quand l'historien français, par exemple, voudra faire la preuve par nous de la survivance des vertus de la race, réussira-t-il à remettre en place les débris du piédestal d'où nous regardions jusqu'ici le monde avec une certaine fierté, et que nous sommes en train de jeter par terre ?

Sommes-nous ou ne sommes-nous pas, nous Canadiens-Français, un témoignage en faveur de cette race qui, seule, nous distingue des Anglais et des Américains qui nous entourent et avec qui nous refusons d'être confondus ?

On va m'arrêter et répéter ce qu'on a dit déjà : — Voilà, c'est peut-être votre trop grande ferveur pour la France qui, créatrice de votre pensée, oriente votre raisonnement ; or notre premier devoir est de penser à nous d'abord. — Eh bien ! soit ; expliquons-nous sur ce point, puisque aussi bien l'objection, faite à moi, s'applique à tant d'autres.

Et d'abord, que nous devions pratiquer " l'égoïsme sacré " et, comme peuple, chercher notre bien avant celui des autres, je n'y contredis pas. Et je pousserais, au besoin, ce principe jusqu'à cette conséquence-ci : nous devons chercher notre bien et travailler à notre bonheur à nous, nation *canadienne-française*, d'abord, avant de poursuivre la chimère d'un bonheur collectif de la "nation" *canadienne* ou anglo-française, qui a ce tort radi-

cal de n'être pas une nation. Est-ce que les deux familles qui se partagent, en maugréant, le Canada, ont le même idéal, les mêmes origines, les mêmes mœurs ? On sait bien que nous sommes de simples associés, s'entendant mal entre eux, que retient seule la lettre du contrat qui les lie; et que la faillite de la firme, imminente depuis trois ans, n'avait pas besoin, pour être reconnue, d'être officiellement constatée comme elle l'a été au cinquantenaire de la Confédération.

Mais il nous faudra revenir en son lieu sur cette question du patriotisme égoïste.

Quant à mon admiration pour la France, que nous perpétuons sur ce continent, il n'est plus besoin de courage pour la proclamer, les jours du dénigrement étant passés. Que, souvent manifestée, elle ait résisté à la lecture des plus tristes pages de l'histoire de ce pays des Louis XV, des Conventionels, des Communards, des crocheteurs d'églises ; qu'elle ait survécu aux fautes impardonnables de la politique française, et à l'indifférence ou à l'oubli si longtemps dédaigneux des Français à notre égard; qu'elle ne défaille point devant cette vérité brutale que la France ne se battrait pas pour nous (et c'est un des plus durs et des moins forts arguments de M. Bourassa),—c'est entendu. Mon attachement à la France a un long entraînement : ses racines perceptibles ont bien dix fois mon âge de conscrit de la dixième classe. On ne me verra pas, sur ce point d'éternelle essence, changer mes couleurs, — aussi longtemps du moins qu'on n'aura pas découvert, pour humilier la patrie de mes aïeux, une nation aussi vieille qu'elle et qui n'aura pas commis de plus grandes fautes. Il est inutile de redire les autres raisons, ou profondes ou simplement douces et exquises, sur lesquelles cet attachement s'est établi et se maintient, quand même. Asselin, par exemple, les a fait valoir.

Alors, cette admiration pour la mère-patrie, il faut s'en défier ? Soit, si c'est un sentiment trop absolu qui trouble le jugement. Mais si, ne tenant aucun compte du sentiment, la raison nous montre comme une idée, une idée claire, nette, notre obligation de perpétuer ici la tradition française, allons-nous nous fermer les yeux ? Est-il défendu, pour ne pas aimer, de penser juste ?

Or, à qui faut-il démontrer, aujourd'hui, que la France est

nécessaire à notre vie, même si nous ne l'aimons pas, et que, trop jeunes encore pour trouver chez nous la substance indispensable à notre alimentation intellectuelle, rejeter l'influence de sa culture ce serait nous condamner à subir, pour notre perte certaine, l'influence néfaste, non pas de la culture mais des mœurs anglaises et américaines qui nous pénètrent de toutes parts, et qui nous communiqueraient les défauts des Anglo-saxons sans que notre tempérament latin pût s'assimiler leurs qualités ?

A qui faut-il démontrer cette vérité maintenant incontestée ?

Pas en tout cas à notre clergé, ce grand ouvrier de notre enseignement supérieur et secondaire et qui, pour renouveler ou retremper ses outils, n'a le choix d'aucun autre creuset. Pas même non plus, je suppose, à M. Bourassa, puisque lui-même, à la raison de sentiment qu'il invoquait en 1914, ajoutait celle de l'intérêt, de " l'intérêt vital " que nous avions de défendre la France avec l'Angleterre. Et qui donc récusera le témoignage de ce polémiste, le plus réfractaire à tout sentimentalisme ; qui donc soutiendra que c'est seulement par sentiment que nous nous battons, les Anglais pour l'Angleterre, les Français pour la France, lorsque lui, le farouche canadien tout court, écrivait en 1914 et réimprimait en 1916, ceci :

" *Le Canada, nation anglo-française, liée à l'Angleterre et à la France par mille attaches ethniques, sociales, intellectuelles, économiques,* A UN INTÉRÊT VITAL *au maintien de la France et de l'Angleterre, de leur prestige, de leur puissance, de leur action mondiale* (1) "

Eh bien, qu'on admire ou qu'on n'admire pas la France, cet intérêt qui était le nôtre, n'existe-t-il donc plus ?

Il subsiste, et pour nous il est doublement impératif.

On en convient partout aujourd'hui : si la France meurt, la civilisation ne franchira jamais le gouffre qui marquera le lieu de sa chute. Il est des races, et c'en est une, que Dieu a marquées d'un caractère à quoi on reconnait que sans elles l'humanité serait trop diminuée : voilà l'intérêt général, dont je suppose, notre nation, comme les autres, a le droit, sinon le devoir, de prendre la

---

(1) Henri Bourassa. — *Le Devoir et la guerre*, page 44.

défense. Et, en plus, nous avons notre intérêt particulier, national, personnel, dans le sens même de l'égoïsme sacré, à ce que la France, avec " son prestige, sa puissance, son action mondiale ", ne disparaisse pas : nous vivons d'elle. Elle morte, comme nation nous mourons.

Vous croyez l'expression trop forte ? Mais n'est-ce pas là une vieille vérité sur laquelle s'est basée, depuis cent cinquante ans, la direction de ceux qui ont été nos guides les plus sûrs ? Notre intégrité nationale aurait-elle survécu aux persécutions sans cette armature ? S'est-il donc appuyé sur un principe faux, l'épiscopat, le clergé canadien-français, qui, — pour maintenir intact sur les âmes l'empire qu'on lui conteste aujourd'hui (parce qu'on oublie notre histoire et qu'on s'est fourvoyé hors la tradition nationale) et qui nous fut si précieux, — s'est toujours inspiré, en les symbolisant sur le même et unique étendard, et de l'idée catholique et de l'idée française ?

Puisque, négligeant de prendre le champ nécessaire pour voir juste, dans une histoire de dix siècles, on s'est servi de dix années d'une politique détestable pour en accabler une nation qui a su porter depuis trois ans le plus lourd fardeau de cette guerre surhumaine, et pour essayer d'assigner à nos aspirations une sorte d'idéal bâtard, il fallait bien rappeler ces vérités essentielles, et indiquer par là quelle est et quelle doit être toujours notre mission. Et il faut en conclure, que, même si nous ne nous battions pas pour nous-mêmes, même si nous nous battions pour la France,— puisque, en fait, nous sommes entrés dans cette guerre, notre intérêt c'est d'y rester et de consentir les sacrifices qu'elle exige.

En somme, notre mission, c'est d'être ce que nous avons toujours été, ce que nous sommes, des Canadiens-Français, non pas Canadiens tout court ni Français tout court, des Canadiens-Français.

Et quels sont nos buts de guerre à nous, comme nos buts de paix, quels sont les devoirs que cette mission nous impose ? Résumons-les suivant la formule :

Que devons-nous à l'Angleterre ? Ce que les alliés en temps de guerre se doivent entre eux.

Que devons-nous à la Confédération ? D'être des dupes.

Que devons-nous à la France ? La vie.

Que devons-nous à cette fille de la France qu'est notre province ? D'avoir dans le cœur et de traduire en actes sa devise : *Je me souviens.* De conserver intact le patrimoine hérité et de n'en pas laisser échapper l'honneur.

Or, cet honneur, précisément, la situation nouvelle créée par le partage des opinions sur une loi qu'en notre for intérieur nous pouvons toujours désapprouver, le fait chanceler.

Par quels moyens pouvons-nous encore le sauver ?

Le salut. — Pour ne pas faillir à notre mission, nous avons le devoir de nous réhabiliter. Il faut mettre devant l'opinion, avec nos excuses et nos explications, des actes qui auront un sens autrement clair. Quels sont ces moyens ? Il vaut la peine que chacun y réfléchisse et trouve et suggère une solution. Et nos hommes publics ont des ressources qui me manquent et où ils pourraient puiser pour le profit de tous. Si dépourvues qu'elles soient d'une autorité compétente, je livre à l'opinion publique mes conclusions.

***

Mais auparavant, pour être tout-à-fait sincère, je dois dire que des deux moyens dont je parle, le premier,—qui comporte nécessairement, il est vrai, le second — me paraissait d'abord le seul, l'unique moyen d'une réhabilitation qui fût complète, éclatante. Des amis, devant le jugement de qui le mien cesse volontiers de s'imposer, m'ont à peu près convaincu que le second, moins panaché, seul pratique, pourrait suffire à la besogne. Espérons-le.

Le premier moyen s'exposait comme suit :

L'accusation qui pèse sur nous est celle-ci : Les Canadiens-Français sont, officiellement, contre l'enrôlement forcé, contre la mesure de guerre acceptée, officiellement, par la majorité anglaise de leur pays ; ayant consenti la guerre, ils ne veulent plus se battre ; ils désertent le champ de bataille.

Notre réponse était celle-ci : L'accusation n'est fondée qu'en

apparence ; et la preuve que nous ne sommes pas déserteurs, c'est que, une discussion raisonnable étant devenue impossible et inutile par le fait du groupement par races — nous n'attendons pas que le projet devienne une loi, ni que cette loi on l'ait appliquée, mais tout de suite, volontairement nous nous enrôlons, nous voici: équipez-nous.

Pareil geste inspire aux confidents de ma pensée une crainte sans doute justifiée.— Il faut être pratique, disent-ils. Un cas isolé, cent même pourront bien satisfaire la conscience de ceux qui accepteront ce mot d'ordre : un régiment entier ne ferait que marquer davantage l'abstention générale. Et l'on s'abstiendra, pour les raisons mêmes que vous donnez et parce qu'au fond de l'âme populaire il y a trop de rage justifiée contre ceux dont les manœuvres ont réussi à nous faire porter tout l'odieux d'une opposition dont, intimement, ils voudraient eux-mêmes le triomphe. Notre guerre intestine dure depuis trop longtemps, elle est devenue trop ardente et âpre, on a commis contre nous trop d'atrocités, pour attendre du peuple aigri une compréhension parfaite de la grande guerre, qui se livre si loin du pays, une vision suffisamment nette, sur l'horizon trop vaste, des malheurs dont est gros le nuage déshonorant. On a voulu que l'enrôlement volontaire devînt impossible chez nous, on y a réussi, il n'y faut pas songer.—Ces raisons sont puissantes. Alors, soit, ne parlons plus — et sauf un retour, possible après tout, des esprits dont il est difficile de savoir bien l'état — ne parlons plus de ce moyen...

***

L'autre, moins allant sinon plus simple, s'inspire à la fois du but poursuivi et répond à l'aspiration de l'opinion saine qui réclame l'ordre. Il est sûrement pratique et sera compris de tous.

Le projet Borden sera loi demain. Quand paraîtront ces pages, la Chambre en aura voté la troisième lecture. Et le Sénat marchera avec la Chambre. Eh ! bien, pour au moins corriger l'impression fâcheuse créée par le partage ethnique des votes et par les clameurs de certaines foules, le minimum de notre devoir c'est, cette loi de notre pays, de l'accepter; de l'accepter sans récrimina-

tions vaines, de s'y soumettre sans maugréer, de répondre à cet appel aux armes fait au nom du Canada par la majorité qui gouverne, avec empressement, avec en tout cas la résolution grave et manifeste d'aller au combat en honneur et d'y grandir la gloire que nos volontaires y fabriquent déjà. Et, par exemple dans le cas des demandes d'exemption, ou dans les procédures possibles d'application de la loi, c'est de ne pas manœuvrer de telle sorte que nous ayons encore l'air de vouloir biaiser et nous défiler.

Il faut, en un mot, dans des circonstances aussi graves, que notre peuple, par son attitude impeccable, fasse évidente, indiscutable, la preuve qu'il a conservé plus que tout autre, ces vertus primordiales: la dignité, le courage. Il faut nous donner la joie de ne voir que dans l'autre camp, s'il y en a, les embusqués. Il faut que l'oreille la plus fine ne puisse saisir la moindre note fausse, lorsque, chantant crânement notre hymne national, nous évoquerons la "race fière" dont nous sommes les fils.

Et cette attitude, non pas encore martiale si l'on veut, mais simplement honnête et virile, en attendant que sonne le ralliement, c'est tout de suite qu'il faut la prendre. Notre devoir le plus pressé, c'est de mettre fin à cette campagne, qui, modérée, raisonnable, conduite par ceux qui sont nos aînés en âge et en sagesse, n'eût peut-être pas été condamnable, mais qui, entreprise et poursuivie comme, dans l'ensemble, elle l'a été, serre le cœur même aux plus ardents parmi les anti-conscriptionnistes consciencieux, et qui, devenue évidemment futile, cesse d'être seulement une erreur pour devenir une faute, peut-être irréparable. Sait-on bien ce que l'on veut, sait-on bien où l'on nous mène, avec ces appels répétés, que l'on fait dans la rue, que le reporter reproduit dans son journal, aux plus mauvais instincts du peuple ? Et croit-on vraiment que nous méritions d'être ainsi traités, qu'il nous faille lire dans un compte rendu d'assemblée populaire, le cri d'alarme jeté " au peuple qui veut sauver sa peau " ? Nous recevons d'ailleurs, il semble, d'assez rudes coups, sans nous frapper nous-mêmes de pareille façon, sans nous administrer de pareils soufflets.

Songeons-y d'ailleurs : Pour la continuer, cette campagne,

on n'aurait vraiment de raison avouable à donner que celle-ci, et c'est un prétexte vain : les élections sont imminentes, la loi est l'acte d'un gouvernement, notre conscience n'approuve pas cette politique, c'est notre droit, notre devoir de la combattre, dans l'opinion publique, pour renverser le gouvernement qui s'est trompé et nous a trompés.

C'est entendu. Mais vous ne tenez pas compte d'un fait, que pourtant vous affirmez et dont personne, pas un seul électeur, ne doute : c'est que le ministère Borden est déjà défait, absolument battu dans notre province, où pas un seul de ses candidats ne pourra même faire campagne. Qui donc pense autrement ? Alors, vous êtes bien pressés de vous déchirer les poings à enfoncer des portes ouvertes.

Et puis n'êtes-vous pas malhabiles ? Est-ce que vous ne prenez pas le meilleur moyen pour que, balayé dans cette province, le parti tory, — avec son formidable contingent de francophobes — rallie *contre nous*, l'immense majorité des votes anglais ? Non: la lutte contre le projet était justifiable, l'agitation contre la loi a cessé de l'être.

Donc, accepter le fait accompli, parce que ce fait c'est une loi, et parce qu'il entraîne des obligations auxquelles, en honneur et même en droit strict, aucun peuple, ni aucun homme ne peut se soustraire sans reproche, c'est notre dernière planche de salut.

Et faire un pas de plus. Reprendre à l'endroit l'éducation des foules à qui l'on est en train de créer une mentalité à l'envers. Enrayer ce courant de passions mauvaises, faire courageusement appel aux bonnes. Ce sera difficile ? Peut-être. Impossible ? Non, si l'œuvre est entreprise par les vrais maîtres de l'opinion calme dans nos milieux. Et ils sont nombreux parmi les chefs de la nation ceux qui, dans la chaire, à la tribune ou dans la presse, peuvent élever une voix qui ne restera pas sans écho, quand elle proclamera les vérités lumineuses, et fera vibrer les sentiments féconds. Éclairés par ceux qui, dans la politique ou ailleurs, ont justement sur eux une vieille influence, et à qui ils sont habitués de faire confiance, les esprits canadiens-français verront bientôt où est leur devoir, et l'on sait bien que, l'apercevant là où il est, dans l'ordre, la dignité, l'honneur, — les cœurs n'y failliront pas.

Les obstacles. — Oh ! je prévois ce que l'on va répondre, dans les quartiers où l'on se vante de prêcher la résistance jusqu'à la sédition, et dans ceux aussi où des convictions tenaces, honorables, ne pourront pas se résoudre à voir la différence totale d'aspects que présente d'une part la situation créée par la discussion d'un projet de loi, et d'autre part celle où nous met cette loi votée par les seuls députés anglais.

On va dire : mais cette loi hier vexatoire reste toujours une loi mauvaise. Elle est inopportune, c'est mathématiquement démontré. Nous la combattions hier, et nous aurions tort de la combattre aujourd'hui, même par des moyens constitutionnels ? Que faites-vous de la logique ?

Nous répondons que la logique n'a pas lieu d'être offensée. La vraie logique, dans ces sortes de batailles d'idées, d'opinions, de sentiments, se plie aux faits. Or c'est un fait qui est né du vote de la loi. C'en est un autre, que ce vote nous a groupés, nous seuls, contre cette loi. Aveugles volontaires, ou non, nos concitoyens anglais à qui vous avez exposé vos raisonnements, disent par leur vote que ces raisonnements, si forts soient-ils, ne les ont pas convaincus. C'est de ces faits que nous tenons compte, nous. Et aussi de ce que cela devient une question de race, et de ce qu'il s'agit, non pas de sauver mais de risquer sa peau, de rester fidèles à notre sang, à notre culture.

Cette loi, vous pouvez continuer de la désapprouver, vous n'êtes pas tenus de la trouver bonne ; mais, en acceptant son application, pour la raison que cette situation nouvelle nous est imposée, vous ne sortez d'aucune logique, vous jugez autrement deux faits différents et vous rentrez, haut la tête, dans la logique de notre histoire.

On va dire : Notre réputation nationale à sauvegarder, ce n'est pas un but de guerre suffisant ; qu'importe que les autres nations nous jugent mal ; est-ce qu'on risque sa vie pour des qu'en dira-t-on ? Vivons notre vie, avec notre conscience en paix, et laissons dire.

Nous répondons : Non, nous n'avons pas ce droit. D'abord,

si nous persistons dans notre résistance, les autres nations, en nous jugeant mal auront presque raison. Car il n'est pas exact de dire que notre conscience est tranquille, car nous-mêmes nous sommes forcés de nous juger avec sévérité. Et puis même si notre conscience était en repos, nous n'avons pas le droit de nous perdre de réputation, c'est un trop lourd fardeau qu'un nom infamant ; la vie que vous voulez vivre, sans l'honneur, ne vaut pas la peine d'être vécue par une nation qui a un passé sans tache, et qui peut rêver d'un grand avenir, et qui est de race française. La pudeur est une enseigne ; le cynisme en est une autre.

Mais soyons, si vous le voulez, des esprits positifs. Indépendamment de toute idée d'honneur, l'agitation actuelle ruine peut-être nos intérêts matériels eux-mêmes : nos adversaires anglais pousseront plus que jamais les luttes de la rivalité jusqu'aux atrocités ; n'est-il pas question de représailles et de faire perdre à notre province son rang dans la confédération ; notre constitution, n'est-il donc pas question de la changer pour restreindre notre autonomie ? Et vous croyez que Londres nous protégera contre eux — quand nous n'aurons plus nulle part dans le monde une sympathie qui nous soit utile ? On dit : Quelle nation viendrait nous défendre ? — Par les armes ? Soit, aucune, — à moins que, comme la Belgique, nous soyons un jour une raison pour les uns, un prétexte pour les autres, d'une intervention déclarée. Mais la diplomatie ne disparaîtra pas ; avant de recommencer une guerre, les peuples continueront de causer, et les alliances continueront d'être précieuses. Alors, faut-il, quand on voudra modifier notre sort pour l'empirer, que, personne, dans les chancelleries, n'ose parler pour la petite nation trop pacifique ? Est-ce que de toutes façons, nous ne nous frappons pas nous-mêmes ?

On va dire, revenant aux objections contre *le projet* de loi : Notre vrai devoir c'est de ne pas permettre que notre effort dépasse celui des autres nations en guerre, c'est de forcer le pouvoir à rester dans des proportions raisonnables. On nous mène trop loin, et nous avons mis nos gouvernants en garde contre cette exagération absurde.

En effet, dès septembre 1914, M. Bourassa, après avoir dit

nos raisons de nous battre aux côtés des Anglais et des Français, faisait ces réserves :

" C'est donc son devoir national (au Canada) de contribuer, *dans la mesure de ses forces et par les moyens qui lui sont propres*, au triomphe et surtout à *l'endurance* des efforts combinés de la France et de l'Angleterre. Mais pour rendre cette contribution efficace, le Canada doit commencer par envisager résolument sa situation réelle, se rendre un compte exact de ce qu'il peut faire ou ne pas faire, et assurer sa sécurité intérieure, avant d'entamer ou de poursuivre un effort qu'il ne sera peut-être pas en état de soutenir jusqu'au bout ".

A cela il n'est pas besoin de contredire. Ces conseils, sages en somme, on ne les a pas suivis, et ces prédictions pessimistes, déjà réalisées en grande partie, pourraient bien se réaliser complètement. Le ministère, aidé du silence approbateur de l'Opposition, a gaspillé nos forces, en hommes et en argent, il a compromis les succès dus à notre effort, il nous a acculés au tragique problème de la contribution obligatoire.

Mais la guerre n'est pas finie. L'Angleterre elle-même est en banqueroute la France haletante s'épuise, les Russes.... Et c'est à ce moment que nous allons, nous, faire bande à part, et pour avoir raison sur une question d'efficacité de moyens, nous donner tort sur la question de principe ?

Est-il bien prouvé d'ailleurs que notre effort soit plus grand que celui de nos alliés ? D'après M. Bourassa (1), notre armée de quatre cent vingt mille hommes correspondrait à une armée française de deux millions quatre cent mille hommes ; or n'est-ce pas six millions d'hommes que la France a dû lever ? Les chiffres sont contre nous. On affirme que notre armée coûte plus cher qu'aucune autre. Mais c'est d'hommes qu'il s'agit, plus que d'argent. Et alors ?

Alors, il vous reste le droit d'attaquer le gouvernement et de blâmer le parlement tout entier, qui ont ainsi accumulé les erreurs et les fautes, il vous reste le droit de garder votre conviction que, au point de vue économique, la conscription *n'était pas* l'initia-

(1) *New-York Evening Post*, 12 juillet 1917.

tive sage à prendre ; cette question d'opportunité d'une mesure qui devient une loi ne nous donne pas le droit de ne pas l'observer.

Mais, sur la dépense d'argent, l'on insiste et, toute idée de de mesquinerie écartée, l'on tire de la lecture de notre bilan, la conclusion que nous devons vivre pour payer nos dettes, sans quoi ou bien nous avons avec les États-Unis une guerre de tarifs, ou bien l'Angleterre nous cède pour elle-même payer ses dettes, et c'est l'Annexion.

Et tout cela arrivera peut-être comme on le dit. — Et, entre nous, il y en a plusieurs parmi les anti-conscriptionnistes les plus mordants, à qui il est bien égal qu'on nous change notre drapeau officiel, et, un peu plus tôt qu'un peu plus tard, que nous devenions Américains.— Seulement ce n'est pas l'enrôlement forcé de cent mille hommes, de deux cent mille hommes, qui aura été la cause, ni même l'instrument principal de cette opération fatale. La conscription votée malgré nous, nous met en face d'un mal imminent et certain ; elle ne hâtera guère l'autre, douteux et lointain. Soyons pratiques, éteignons d'abord le feu qui détruit notre avoir, et quand l'inondation—attendue depuis déjà longtemps puisqu'elle nous menace depuis plus d'un siècle,—aura fait fuir nos gouverneurs anglais, nous verrons si nos destinées ne se trouveront pas mieux d'avoir pour s'accomplir notre patrimoine tout entier, la fierté comprise.

L'on va peut-être dire : C'est au moins notre devoir de continuer à protester :“ pour le principe ”.

Eh bien ! nous demanderons que l'on précise et que l'on veuille bien nous apprendre de quel principe l'on veut parler. Ce ne peut être le “ principe de la non-participation aux guerres de l'Empire ” : le bon sens et les faits ont rectifié cette erreur que nous ne nous battons que pour l'Angleterre et non pas aussi pour nous-mêmes. Ce ne peut être non plus le principe d'où est né l'anti-militarisme. Car alors nous ne nous battrons jamais, même pour notre défense ; ou nous serons ceux qui, la guerre déclarée, attendront que l'ennemi débarque sur leur sol, et qui négligeront

l'occasion si avantageuse d'aller le vaincre sur un autre territoire, où des alliés arrêtent sa marche. On ne sait donc pas le sort des pays envahis ! Et puis il est un peu tard pour parler d'anti-militarisme après trois ans d'une guerre qui n'est pas finie. C'est entendu, nous sommes des pacifiques, mais qu'on y prenne garde : ceux qui, devant l'ennemi sont pacifistes au péril de la patrie, courent dans tous les pays un certain risque : c'est qu'on mette un autre nom sur leur enseigne.

Non, l'on n'agira en vertu d'aucun principe en résistant à cette loi. L'on avait des raisons, et très fortes, politiques, économiques surtout, à faire valoir contre le projet; elles n'ont pas prévalu. Elles paraissent n'avoir convaincu que nos seuls esprits. De cet échec de la discussion encore une fois, est né le seul principe, reconnu, vital, essentiel, jamais nié, qu'il s'agisse maintenant de sauver. La loi de conscription, même grosse de tant de conséquences, perd de son importance intrinsèque, elle passe au second plan ; un intérêt infiniment supérieur s'y substitue, et l'honneur national nous interdit, à nous qui avons avec les autres consenti tous les impôts de la guerre, de ne pas payer, comme les autres, le tribut de sang. C'est plus qu'un point d'honneur — il y en a de faux et d'autres qui sont nés de la seule vanité et ne subsistent qu'à la faveur d'une coutume insensée—; c'est plus qu'un sentiment, encore qu'il soit un sentiment dont aucune âme ne puisse sans s'avilir se moquer ; c'est une idée, la grande idée par quoi l'homme se distingue de la bête, et les nations civilisées se distinguent des tribus barbares. Et, encore, cette marque de la destinée divine dans l'homme, on en voit l'empreinte même chez les Sauvages.

OÙ IRONS-NOUS ?

Voilà donc, tous obstacles écartés, les chemins à prendre pour rentrer dans l'ordre. Nous savons où ils conduisent, et que nous pourrons toujours y marcher la tête haute. Les prendrons-nous et tout de suite ? Demain le dira.

Mais si, tournant le dos au but que nous indique notre mission nous persistons, au sein du tumulte, à avancer dans la voie où l'on nous a engagés, savons-nous bien où nous allons ?

N'est-ce pas à la résistance armée que des orateurs prêchent ouvertement, et donc à la guerre civile que nous conduira l'agitation populaire ? Les horreurs d'une telle guerre, ne sait-on pas qu'elles sont pires que toutes les autres ? Et puis, pour ne pas mourir d'une balle allemande, sur le sol de la France envahie, pour la défense d'une cause sacrée qui est la nôtre, — donnerons-nous aux Anglais d'ici la joie de démolir nos maisons et de nous tuer dans la rue, ou de nous pendre ? Veut-on que vraiment nos lignes de défenses, au lieu d'être dans les Flandres, se creusent dans notre province ?

Ou bien encore, plus piteusement, notre classe appelée, faudra-t-il que des mains anglaises viennent prendre nos conscrits au collet pour les conduire à Valcartier, verrons-nous de nos gens se terrer dans des trous, en verrons-nous d'autres se réfugier dans les maquis des procédures d'exemption, nous résignerons-nous à subir à jamais l'affront d'être aux yeux de nos adversaires une race inférieure, celle qui ne se bat que l'épée dans les reins ? Oh ! je sais bien que ce sont eux les principaux artisans de nos malheurs, et que, cette injure, ils n'ont pas attendu ces temps pour nous l'adresser gratuitement. Mais allons-nous leur donner raison ?

Cependant, à quoi peuvent aboutir, sinon à ces hontes, les doctrines que l'on prêche en ce moment au coin des rues ?

Eh ! bien, si faible que soit ma voix, si embarrassée qu'elle soit de résonner devant un public qui l'entend pour la première fois, avec tous ceux — et ils sont nombreux même en dehors du cercle de mes amis — qui, gardent " leur tête sur leurs épaules " et le cœur au bon endroit, au nom de nos intérêts bien compris, je proteste et, cette humiliation, je crie que nous ne l'acceptons pas !

Et nous le répétons : il nous faut, par des actes, par un changement d'attitude manifeste, sortir du remous d'incohérence où l'on nous a poussés, prendre pied sur le fond solide qui est là, ne plus nous laisser aller, éperdus, indécis et inertes, à la dérive. Et encore une fois, l'affolement passé, si l'on sait d'autres moyens de salut, que de nager résolument, même contre le courant, vers la rive — nous demandons qu'on les suggère. Ceux qui ont

des idées, en pareil temps, et qui les gardent pour eux, volent leur patrie. Quand la conflagration l'exige, tous les hommes, même si ce n'est pas leur métier d'être pompier, font la chaine.

Et c'est pourquoi je suis sorti de ma réserve, pour écarter le bandeau qu'on nous tient sur les yeux, et j'ose proposer que mes compatriotes se ressaisissent et se rachètent. Qu'on choisisse d'autres moyens, si on en trouve de meilleurs, c'est évidemment ce qu'il sera sage de faire ; mais faisons quelque chose.

Avant que l'on soit venu nous chercher, en attendant même que la loi, votée en principe, soit sortie du labyrinthe de la procédure des chambres, où l'on se livre des luttes sans grandeur, il est bien tentant pour nous autres, les conscrits possibles, d'aller nous engager, de faire rouvrir les bureaux de recrutement. Mais si ce geste est prématuré ou compromis d'avance, parce que, en tenant compte des faits complexes qui l'ont rendu suspect, il porterait à faux et perdrait son véritable sens, s'il faut y renoncer ou en tout cas, l'ajourner ; au moins, si nous ne marchons pas tout de suite, tenons-nous droits ; qu'à l'appel aux armes, nos noms français, sonores, allègres, fiers, soient les premiers à se faire entendre.

— Pour marcher au suicide ?

Non. Vous donnez au sacrifice imposé des proportions fantastiques, c'est vous qui exagérez. Non ! pour marcher au péril, soit! pour courir vers le risque, quelques-uns, de tomber, grandis, dans l'immortalité, soit, mais, faites notre dénombrement avec soin, vous n'y trouverez pas la justification de vos alarmes.

Non ; ce n'est pas vers le suicide national que nous marchons, ce n'est pas à la mort que notre nation s'en va. Non ! Il faut voir, non pas trouble mais clair, et dans notre passé, et surtout en avant, loin, dans l'avenir. La vie des nations se compte par générations ; ne vivons-nous pas aujourd'hui du sacrifice consenti par des générations antérieures ? Si, pour écarter l'opprobre éternel, la nôtre subit la saignée libératrice, le sang de nos petits-fils n'en sera que plus pur.

Régénérée, et l'âme intacte, la nation canadienne-française, toujours elle-même, vaillante et grandie, aura repris sa course vers la Vie.

FERDINAND ROY

APPENDICE

DEUX LETTRES

A l'appui de mes conclusions, j'ai reçu plusieurs témoignages. Ils me sont venus de gens à l'esprit libre et élevé, à l'âme tout simplement droite. Ces témoins m'ont prouvé, par leur nombre, par leur valeur intellectuelle et morale, par leurs attaches à divers groupes politiques, combien le problème est angoissant et obsède toutes les intelligences, tous les cœurs. Parmi ces témoignages, il y en a deux qui, écrits par des intellectuels n'ayant entre eux de commun que leur haute culture et la même sincérité de cœur, peuvent être publiés — et doivent même l'être pour donner à ma thèse une autorité que mon seul nom ne lui donne pas. Le nom de mes amis — et l'on va voir que l'un d'eux m'honore à ce point de son amitié que l'angle de sa vision grossit la portée d'une démarche qui était logique et que je croyais nécessaire — le nom de mes correspondants n'a pas besoin d'être révélé ; leurs idées et leur manière de les exposer ont, par elles-mêmes, une autorité qui suffit.

Mais la première de ces lettres, pour être bien comprise, exige deux mots d'explication. D'abord, elle ne devait servir qu'à guider le destinataire qui avait demandé une direction à son auteur, au moment où celui-ci s'éloignait. Voilà pour la forme : le public, auquel elle n'était pas destinée, aurait sans doute quand même goûté la saveur de cette pensée profonde et scrupuleusement sincère qui, comme dans l'intimité de la conversation, se déroule et se replie, va, vient, s'arrête, repart — dans le plus compliqué des négligés mais avec le plus naturel abandon. Ensuite — et ceci est très important — mon ami ne discute qu'une seule de mes conclusions, et lors de notre entrevue, mon ébauche d'article n'avait que celle-là ; il répond à la seule question que je me posais alors : " Ne faut-il pas, pour sauver l'honneur compromis, que nous nous enrôlions volontairement ?" Depuis son départ — j'ai dit pourquoi — la conclusion à laquelle je me suis arrêté est simplement celle-ci : " Obéissons à la loi, gardons

notre sang-froid et notre bon sens. Soyons dignes." *Mais mon correspondant n'a pas encore vu le texte qu'on a lu.*

L'auteur de la seconde lettre, lui, le connaît. Fond et forme, quoi qu'il en pense, son témoignage a une importance de première valeur.

Mes deux correspondants, qui sont des laïques, n'ont jamais pris part à la politique active. Le premier, par son âge, est exempté du service militaire ; le second ne l'est pas.

Voici leurs lettres :

I

Je me suis consulté longuement, au sujet de votre affaire. Je l'ai fait par écrit, pour démêler mes idées. Je vous les adresse telles quelles ; je n'ai pas le temps de les mettre en ordre.

La conscription est nécessaire ou elle ne l'est pas. Elle est possible ou elle ne l'est pas.

Si elle n'est pas nécessaire, ou si elle n'est pas possible (pour raisons économiques ou autres), c'est notre devoir de nous y opposer. Si elle nous est imposée légalement, il faudra s'y soumettre. Mais si, par ce que pas nécessaire ou pas possible, nous devons nous y opposer, comment sommes-nous déshonorés ? Nous le serons aux yeux des intéressés, ou nous paraîtront l'être. En un mot, nous pourrons passer pour des lâches.

Voilà ce que vous n'acceptez pas. C'est un sentiment honorable. Vous dites : " Cette réputation, méritée ou non, je ne puis la supporter, et c'est le sentiment que devraient avoir mes compatriotes. Qu'ils partent spontanément pour éviter cette honte." Et ce ne sera pas la première fois que le cœur aura bien inspiré la raison, peut-être, car quoi qu'on dise, un sacrifice n'est jamais perdu.

Mais vous allez plus loin, vous dites : " Cette guerre est notre guerre ; nous sommes en guerre. Nous ne pouvons pas nous en désintéresser, il nous faut y prendre part.

Mais alors il faut y prendre part sur le même pied que les autres provinces, il faut la conscription. Le volontariat ne suffit plus dans les provinces anglaises, non plus que dans Québec.

Alors, il faut l'enrôlement forcé, là comme ici, et ici comme dans les provinces anglaises. En ce cas, pour être logique il faudrait donc être en faveur de la conscription

S'il est vrai qu'il faut la conscription, il n'y a plus rien à dire.

Et alors, quant à parler aux Canadiens-Français, l'argument de l'honneur ne serait-il pas renforcé de l'argument de nécessité ? Et ne vaudrait-il pas mieux parler pour la conscription ? Si l'argument de l'honneur ne persuade pas nos compatriotes, il devient un argument contre nous, pour nos ennemis.

Le volontariat étant épuisé, le peuple n'étant pas consulté, et pour cause, dans les autres provinces comme dans la nôtre, il reste que les gouvernants seuls sont pour la conscription (1).

Faut-il leur donner raison ? Ceci nous ramène à la question de savoir si la conscription est nécessaire ou si nous sommes tenus de soutenir cette guerre.

Vous dites : " Le peuple est incapable de décider de son propre sort, il doit être gouverné. C'est aux gouvernants à prendre la responsabilité."

Je ne crois pas qu'un peuple soit capable de se gouverner lui-même, mais il n'est pas sans clairvoyance dans les grandes crises. Et aucun gouvernement n'est possible contre l'opinion publique. Dans quel sens est-elle ? on refuse de la consulter. Vous dites : " Mes compatriotes ont tort d'être seuls contre la conscription." Sont-ils seuls ?

Mais vous avez fait toutes ces réflexions et vous revenez vous buter contre ce fait que l'attitude des Canadiens-français vous humilie. L'accepteriez-vous si elle était partagée par les Anglo-Canadiens ?... (2)

C'est uniquement le point d'honneur qui vous trouble ; si la conscription est un abîme, faut-il s'y jeter pour ménager le point d'honneur ? L'attitude a;t-elle plus d'importance que l'acte même ?

---

(1) Il faudrait lire je crois : " il reste que nous ne savons pas si les gouvernants sont seuls ou non pour la conscription ". — F. R.

(2) Mais oui ! L'attitude n'aurait plus rien d'humiliant. Notre pays, comme tous les Alliés, est le juge irrécusable de ses moyens de combat. Si, comme en Australie, le partage des voix ne se faisait pas *par races*, la position serait correcte. Mais nous sommes seuls de notre côté de la barricade. — F. R.

Non, dites-vous, mais il ne faut pas attendre qu'on nous fasse marcher, l'épée dans les reins sous les huées des autres peuples et des autres provinces.

J'ai entendu ici même quelqu'un, un commerçant, énoncer l'idée que la Province de Québec devait offrir spontanément ce qu'on veut nous prendre de force. Ce serait beau, et peut-être le sacrifice ne serait-il pas aussi ruineux financièrement, économiquement et au point de vue national qu'on le prétend, et, je le répète, un sacrifice rapporte toujours quelque chose.

Ce serait beau, mais cela ne se fera pas, le volontariat est épuisé, il ne faut pas attendre de tous ceux qui trouveraient cela beau qu'ils s'offrent eux-mêmes. L'élite qui le fera ne rachètera pas la masse qui s'y refusera.

Vous êtes réduit à dire : *Etiamsi omnes, ego non* ! Et vous aurez la satisfaction d'avoir, à vos propres yeux, sauvé votre honneur, à vos yeux et aux yeux des Français, aux yeux des autres, aux yeux de tous. Après tout, c'est ça l'honneur! Certes, je n'ai pas le courage de vous blâmer. Votre sacrifice ne sera pas sans compensation, et je sais qu'aux yeux des vôtres vous n'aurez pas besoin de justification. Je ne blâme aucun de ceux qui s'enrôlent volontairement, encore moins ceux qui le font pour des motifs aussi élevés.

Cependant, je ne vous crois pas tenu à cela, même en honneur, et je ne puis pas vous le conseiller, ni pour vous, ni pour votre famille, ni pour vos compatriotes. Pour vous, parce que le sacrifice est plus grand, dans votre situation, que l'occasion ne l'exige ; pour votre famille, parce que vous vous devez à elle ; à moins qu'un devoir supérieur ne vous commande ; pour vos compatriotes, parce que l'éclat de votre décision ne va faire qu'accentuer leur abstention. Et à ce point de vue, je ne puis que souhaiter que vous n'exprimiez pas publiquement toute la véhémence de vos sentiments.

Quant à la province de Québec, je souhaiterais qu'elle fît spontanément sa part. Mais je me garderai bien de condamner son attitude (sauf dans les excès de la rue). Elle est naturelle.

La postérité jugera mieux notre peuple et avec plus d'équité

que ceux qui, engagés dans la lutte, ne nous jugent que d'après ce qu'ils attendent de nous, à tort ou à raison.

Il est rare qu'un peuple ne s'élève pas à la hauteur de sa mission et de son devoir. Ceux qui nous accuseraient de lâcheté ne connaissent pas le peuple. Le peuple est simpliste, ses grandes résolutions viennent du cœur, il ne vibre pas à tous les sons, et l'équivoque le laisse indifférent. Dans les graves événements qui nous occupent, les gouvernants de la Province ont obéi au sentiment populaire. Eux, peut-être auraient-ils cédé à la pression extérieure, peut-être auraient-ils accepté de se mettre en bonne posture devant le monde ; alors que le peuple, lui, ne prend jamais d'attitude et suit franchement et naïvement son sentiment, beau ou non, mais jamais faux. Il comprend l'honneur, mais pas à la manière des individus. Instinctif et inconscient, il est incapable de rendre raison de ses actes, mais l'histoire, un jour, en rendra compte. Il se trouvera un historien qui s'en fera l'interprète et qui saura démêler les causes profondes et en donner la formule.

Aucun peuple n'a, de gaieté de cœur, voté la conscription. En France, elle date de la Révolution, et c'en est l'exemple le plus frappant. Mais quel peuple a jamais été placé dans un péril plus grand et remué par un sentiment plus profond ?

Ici, ni l'amour de l'Angleterre, à laquelle il est cependant très fidèle, ni l'amour de la France ancestrale, plus fort cependant que celui de la France pour nous, ne sont de ces puissants ressorts qui jettent un peuple hors de ses foyers, comme autrefois les croisès ; la civilisation menacée est un élément dont la portée lui échappe. Les circonstances locales, que tout le monde connaît et dont vous avez parlé, ont plutôt refroidi l'ardeur qui a poussé beaucoup des nôtres à s'enrôler volontairement. Même je crains que, une fois la loi votée, le peuple ne s'affole et qu'il n'arrive des malheurs inexcusables et irréparables. Je crains ceux qui le poussent. Il n'a pas besoin d'être stimulé. Les démagogues ne sauront que l'entraîner à sa perte. L'effervescence factice qu'ils développent n'augure rien de bon. Il faut que les gens sensés commencent à réagir, car le mouvement dépassera son but.

Pour revenir à votre cas personnel, il est difficile de vous ré-

pondre catégoriquement par la raison, parce que vous placez la question sur un terrain qui lui est inaccessible. Vous en faites une question de sentiment. (1). Mais, prenez garde, vous n'avez pas le désintéressement nécessaire pour voir juste dans le sentiment qui vous anime. Je veux dire que vous pouvez être séduit par son éclat et sa générosité.

Enfin, si j'ai réussi à analyser mon sentiment sur cette question, je vous dirai : On sent quelquefois plus juste qu'on ne raisonne, et c'est déjà quelque chose que d'être d'accord avec la masse. Je ne puis me résoudre à vous laisser partir sans vous répéter que votre résolution me paraît extrême et exagérée. C'est mon sentiment.

(*Mon ami, on le voit, est nettement contre le seul mode d'action que nous ayons discuté ensemble : le projet d'enrôlement spontané ; il n'a pas pu lire mon texte définitif où les " véhémentes protestations " ne s'adressent qu'aux seules démagogues qui pourraient entraîner " le peuple à sa perte ". Sur les conclusions essentielles, nous sommes d'accord : il faut se soumettre à la loi ; il ne faut pas affoler les masses si l'on ne veut rendre probables des " malheurs inexcusables et irréparables ". Par des chemins différents, nous arrivons à la même vérité* : " IL FAUT QUE LES GENS SENSÉS COMMENCENT A RÉAGIR.")

II

MON CHER,

Tu me demandes une opinion sur la question traitée dans ta brochure. Je n'ai ni le temps, ni les connaissances nécessaires à la discussion d'un sujet aussi complexe. Pour me diriger dans toute cette affaire, j'ai, il y a déjà longtemps, pris le parti de m'appuyer sur des faits que je considère comme primordiaux, et de laisser de côté les faits, intéressants parfois, mais qui doivent, en

---

1. J'ai précisé depuis, nos buts de guerre intéressée.

F. R.

ce moment, être relégués au second plan. Dès le 2 août 1914, j'étais pour la participation. Je me rappelle avec quelle angoisse nous avons attendu, alors, l'entrée en scène de l'Angleterre, et quelles invectives grondaient dans nos âmes à la seule pensée d'une abstention de sa part. Voilà un fait que, tout naturellement aujourd'hui, j'oppose au fait d'une abstention, en quelque sorte criminelle, puisqu'elle serait contraire à la loi, de la part des Canadiens-Français. Ces craintes, au début de la guerre, montrent à quelle profondeur l'amour et la fidélité à l'idée française étaient entrés en nous.

Ces sentiments, en sont-ils donc sortis aujourd'hui ? S'ils n'en sont pas sortis, ils s'y cachent, ils s'y refoulent, ou plutôt ils y ont été refoulés par des influences diverses, au premier rang desquelles il faut placer la campagne nationaliste. Le nationalisme est né d'une provocation, c'est sa justification. Son influence sur la jeunesse intellectuelle est due aux brillantes qualités des chefs nationalistes qui, après des années et des années de journalisme inepte, apportaient à leurs adeptes une littérature attrayante de forme, séduisante de fond, et dont l'effet, toujours grandissant, a créé un milieu où la pensée est bouillonnante plutôt qu'active, et où l'utopie prend la place de l'idéal. Le nationalisme a eu ses grands-prêtres ; il a aujourd'hui ses hérésiarques. Le fondateur du nationalisme, Asselin, s'est enrôlé, montrant par là que le souffle patriotique a été plus fort chez lui que les sollicitations d'une combativité qui s'était attaquée à des problèmes d'intérêt plutôt régional. (Ce mot "régional" n'est pas mis ici pour diminuer l'importance des revendications qui ont fait l'objet des combats nationalistes, mais seulement pour les mettre à leur vraie place, en face des problèmes dont la solution affectera l'humanité, et en particulier l'existence de la race française.) M. Bourassa peut en avoir séduit par son brillant esprit, ses connaissances étendues, sa science de la politique, son coup d'œil, mais l'égoïsme d'idées qu'on lui reprochait et qui n'était alors qu'un défaut de l'individu, s'étend aujourd'hui à sa politique même. Nous ne pouvons pas le suivre dans cette voie, car nous ne voulons pas que la France, que l'humanité périsse, plutôt qu'un principe. Si le principe du nationalisme a pu être bon, appliqué à notre politique in-

térieure, il devient mauvais du moment qu'il se transforme en un dissolvant nuisible à la cause des Alliés, à la cause de la France, et à la cause de l'Angleterre. Cette dernière, si nous obéissons aux seuls sentiments, peut nous être moins chère, mais, comme Français, nous avons le devoir d'être logiques, honnêtes et loyaux. Or, pour être logiques, il faut reconnaître que l'Angleterre est un allié puissant de la cause commune, que sa flotte en particulier a permis au Canada, à Québec, de profiter de cette anomalie : la paix en pleine guerre. Pour être honnêtes, il faut reconnaître que si tous les citoyens de ce pays ont des droits égaux, ils ont des devoirs égaux. Pour être loyal, il faut respecter la parole donnée, respecter la loi surtout, quand le respect de la loi, encore qu'il puisse être difficile pour quelques-uns, est cependant la garantie la plus sûre contre les malheurs de toutes sortes que les divisions intestines feraient pleuvoir sur nous. Au-dessus des raisons qu'on pourrait apporter en faveur d'une acceptation de la loi de conscription, il en est une de sentiment qui devrait rejeter dans l'ombre toute la politique utilitaire que professent actuellement les nationalistes et leurs alliés — d'autant plus qu'il est loin d'être prouvé que cet utilitarisme sache où il va. Et cette raison, il me semble qu'elle doit hanter fiévreusement l'esprit de tous les Canadiens-Français : la France n'était pas prête, elle a résisté courageusement, elle a perdu des millions d'hommes, elle résiste toujours, elle porte le sort du monde sur ses épaules et, parce que le hasard a fait de nous, Canadiens-Français, un groupe ethnique qui, pour les nations étrangères ne constitue pas une nation officiellement reconnue, la France n'a pas pu, elle n'a pas pensé à nous dire : " J'ai besoin d'hommes ; j'ai besoin de tous les Français. Vous êtes Français, que faites-vous ?"

A cela, lorsque la loi de conscription sera votée, souhaitons que tous les appelés répondent honnêtement et vaillamment : " Nous voici !"

———